

Sommaire

<i>Rappel des textes réglementaires</i>	<i>Fiche n°1</i>	<i>page 2</i>
<i>Services et personnels concernés</i>	<i>Fiche n°2</i>	<i>page 3</i>
<i>Chronologie des opérations électorales</i>	<i>Fiche n°3</i>	<i>page 5</i>
<i>Conditions requises pour être électeur</i>	<i>Fiche n°4</i>	<i>page 6</i>
<i>Candidatures des organisations syndicales</i>	<i>Fiche n°5</i>	<i>page 8</i>
<i>Matériel de vote</i>	<i>Fiche n°6</i>	<i>page 10</i>
<i>Modalités de vote</i>	<i>Fiche n°7</i>	<i>page 11</i>
<i>Recensement et dépouillement des votes</i>	<i>Fiche n°8</i>	<i>page 13</i>
<i>Répartition des sièges</i>	<i>Fiche n°9</i>	<i>page 14</i>
<i>Mise en place du CTP</i>	<i>Fiche n°10</i>	<i>page 16</i>

Récépissé de dépôt de candidature	Annexe n°0
Procès-verbal de recevabilité des candidatures	Annexe n°1
Modèle de bulletin de vote	Annexe n°2
Modèle de procès verbal de dépouillement des votes (BVS)	Annexe n°3
Modèle de procès verbal de dépouillement des votes (BVC)	Annexe n°4
Nombre de sièges de représentants titulaires aux CTPS	Annexe n°5
Modèle de note d'information aux électeurs	Annexe n°6

Textes applicables

- **Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984** modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment ses articles 14 et 15 ;
- **Loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996** relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire, notamment son article 94 ;
- **Décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié** relatif aux comités techniques paritaires ;
- **Circulaire du 23 avril 1999** relative à l'application du décret n°82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires ;
- **Arrêté du 21 octobre 1996 modifié** en dernier lieu par l'arrêté du 15 mai 2008 fixant les modalités de vote par correspondance en vue de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires ;
- **Décret n°2008-680 du 9 juillet 2008 et arrêté du 9 juillet 2008 portant organisation** de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ;
- **Arrêté du (en cours de publication)** portant création de comités techniques paritaires au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ;
- **Arrêté du (en cours d'instruction)** fixant les modalités de la consultation du personnel organisée afin de déterminer la représentativité des organisations syndicales appelées à être représentées au sein du comité technique paritaire central et des comités techniques paritaires de certains services et directions du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (cet arrêté sera publié prochainement)

Services concernés par la consultation

1. Dans le cadre de la composition des CTPS (comités techniques paritaires spéciaux) :

- Le conseil général de l'environnement et du développement durable (y compris les BEA et l'IGAM)
- Le Secrétariat général (y compris DAFI et IFORE)
- Le Commissariat général au développement durable
- La Direction générale énergie et climat
- La Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (y compris APB et SGTM)
- La Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature
- La Direction générale de la prévention des risques (y compris STEEGB et SHAPI)
- La Délégation à la sécurité et de la circulation routières
- La Mission Interministérielle d'Inspection du Logement Social
- Les Directions Régionales de l'Environnement des régions Alsace, Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Centre, Franche-Comté, Guadeloupe, Guyane, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Martinique, Poitou-Charente et Réunion.

2. Dans le cadre de la composition des CTPC (comités techniques paritaires centraux) :

- Le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres
- L'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage
- L'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
- Parcs Nationaux de France
- Parc National de Port Cros
- Parc National de la Vanoise
- Parc National des Pyrénées
- Parc National des Cévennes
- Parc National des Ecrins
- Parc National du Mercantour
- Parc National de Guyane
- Parc National de la Guadeloupe
- Parc National de la Réunion

3. Dans le cadre de la composition du CTPC de l'administration centrale :

- Le conseil général de l'environnement et du développement durable
- L'Inspection Générale des Affaires Maritimes
- Le Secrétariat général
- Le Commissariat général au développement durable
- La Direction générale énergie et climat
- La Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer
- La Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature
- La Direction générale de la prévention des risques
- La Délégation à la sécurité et de la circulation routières

- Le Bureau Enquêtes Accidents/Mer
- Le Bureau d'Enquêtes sur les Accidents de Transport Terrestre
- Le Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la Sécurité de l'Aviation civile
- La Délégation à l'Action Foncière et Immobilière (DAFI)
- L'Institut de Formation de l'Environnement (IFORE)
- Le Service d'Etudes sur les Transports, les Routes et leurs Aménagements (SETRA)
- Le Centre d'Etudes des Tunnels (CETU)
- Le Centre National des Ponts de Secours (CNPS)
- Le Service Technique des Remontées Mécaniques et des Transports Guidés (STRMTG)
- Le Secrétariat Général au Tunnel sous la Manche
- L'Armement des Phares et Balises (APB)
- Le Centre d'Etudes Techniques Maritimes et Fluviales (CETMEF)
- Le Centre d'Etudes sur les Réseaux, le Transport, l'Urbanisme et la construction (CERTU)
- Le Centre d'Evaluation, de Documentation et d'Innovation Pédagogiques (CEDIP)
- Le Service Technique de l'Energie Electrique et des Grands Barrages (STEEGB)
- Le Service Central d'Hydrométéorologie et d'Appui à la Prévention des Inondations (SHAPI)

Chronologie des opérations électorales

1 ^{er} tour	2 ^{ème} tour (*)	
18 décembre 2008	5 février 2009	Date limite de dépôt contre récépissé des candidatures des organisations syndicales pour chacun des scrutins.
19 décembre 2008	6 février 2009	Information par l'administration (directeur ou chef de service concerné) des organisations syndicales de la recevabilité de leur candidature
15 janvier 2009	12 mars 2009	Date limite d'affichage des listes électorales Date limite d'affichage des organisations syndicales admises à se présenter à la consultation .
15 janvier 2009	12 mars 2009	Date limite d'envoi du matériel de vote aux agents
23 janvier 2009	20 mars 2009	Date limite de demande de vote par correspondance, sauf pour raisons de service ou évènements familiaux graves.
26 janvier 2009	23 mars 2009	Date limite de présentation des réclamations concernant les inscriptions sur les listes électorales.
<u>29 janvier 2009</u>	<u>26 mars 2009</u>	Jour de la consultation des personnels
29 janvier 2009 (ou 30 janvier 2009)	26 mars 2009 (ou 27 mars 2009)	Dépouillement et proclamation des résultats

(*) Il y a lieu d'organiser un second tour de scrutin dans l'un des deux cas suivants :

- Pas de candidatures déclarées recevables pour le 1^{er} tour
- Moins de 50 % de votants au 1^{er} tour

Conditions requises pour être électeur

I - Sont électeurs :

- Les fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi que les agents de l'Etat en position d'activité ou de détachement dans la direction, le service ou l'établissement considéré, y compris :
 - les ouvriers des parcs et ateliers et ouvriers de l'Etat ;
 - les agents non titulaires de droit public ou de droit privé :
 - justifiant, à la date du scrutin, de six mois au moins de présence continue ou discontinue depuis le 1er janvier 2008
 - ou
 - bénéficiant, à cette date, d'un contrat d'une durée supérieure à dix mois et ayant accompli une durée continue d'au moins trois mois au sein du service

Parmi ces personnels sont également électeurs, ceux :

- travaillant à temps partiel ;
- en congé de longue maladie ou en congé de longue durée en application des 3ème et 4ème alinéa de l'article 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ;
- en congé de formation ;
- en position de détachement ou de mise à disposition auprès de la direction ou du service (agents d'autres administrations) ;
- en position de congé parental ou de présence parentale ;
- en position de congé de paternité ou de maternité,
- en position d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;
- en cessation progressive d'activité ;
- en congé de grave maladie, rémunérés à plein traitement, demi-traitement (PNT) ;
- en position de permanents syndicaux ou associatifs (ils votent pour le CTP du service qui assure leur gestion) ;
- en position de volontariat civil à l'aide technique.

II - Ne sont pas électeurs :

- a) Les fonctionnaires et agents en disponibilité, en congé de fin d'activité, en position hors cadre.
- b) Les fonctionnaires et agents exclus temporairement de leurs fonctions.
- c) Les PNT placés en position de congé non rémunéré.
- d) Les ingénieurs élèves des ponts et chaussées, les élèves ingénieurs des travaux publics de l'Etat, les techniciens supérieurs élèves.

~~~~~

**La liste des électeurs** est arrêtée par le directeur ou le chef de service auprès duquel le CTP est constitué et apposée aux emplacements réservés à l'affichage des documents administratifs quinze jours au moins avant la date fixée pour la consultation.

## Candidature des organisations syndicales

### **I - Organisations syndicales éligibles**

Sont éligibles les organisations syndicales représentatives au sens de l'article 94 - II de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire :

1) Sont regardées comme représentatives les organisations syndicales de fonctionnaires régulièrement affiliées à une union de syndicats remplissant les conditions définies à l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, à savoir :

- disposer d'un siège au moins dans chacun des trois conseils supérieurs de la fonction publique;
- ou recueillir au moins 10% de l'ensemble des suffrages exprimés lors des élections organisées pour la désignation des représentants des personnels aux commissions administratives paritaires et au moins 2% des suffrages exprimés lors de ces mêmes élections dans chaque fonction publique. Cette audience est appréciée à la date du dernier renouvellement de chacun des conseils supérieurs précités.

2) Lorsque les organisations syndicales ne bénéficient pas de cette présomption de représentativité, l'administration est tenue d'apprécier, dans le cadre où est organisée l'élection, celle des autres organisations syndicales, à partir des critères de l'article L-133-2 du code du travail. Ces critères sont les suivants :

- les effectifs ;
- l'indépendance ;
- les cotisations ;
- l'expérience et l'ancienneté du syndicat ;
- l'attitude patriotique pendant l'occupation.

Toute organisation syndicale dont la représentativité s'apprécie au regard des critères de l'article L-133-2 du code du travail rappelés ci-dessus ne saurait être considérée comme représentative dès lors qu'elle aurait pour objet de représenter des corps ou des catégories de personnels absents du service considéré.

Les contestations sur la recevabilité des candidatures déposées sont portées devant le tribunal administratif compétent dans les trois jours qui suivent la date limite de leur dépôt. Le tribunal administratif statue dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la requête. L'appel n'est pas suspensif ( article 94 - II de la loi du 16 décembre 1996).

Nota : Lorsqu'un second tour est organisé, les règles de représentativité sont modifiées : toute organisation syndicale de fonctionnaires peut déposer sa candidature.

**II – Concurrence entre plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats (article 11 bis II du décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires).**

Lorsque plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats font acte de candidature dans une même direction ou service, l'administration en informe dans un délai de trois jours francs, à compter de la date limite de présentation des candidatures, le responsable de chacune des organisations. Ces dernières disposent alors d'un délai de trois jours francs pour procéder aux modifications ou aux retraits de candidature nécessaires.

Si après expiration de ce dernier délai, ces modifications ou retraits ne sont pas intervenus, l'administration informe, dans un délai de trois jours francs, l'union de syndicats dont les organisations se réclament. Celle-ci dispose alors d'un délai de cinq jours francs pour indiquer à l'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'organisation qui pourra se prévaloir de l'appartenance à l'union.

En l'absence de cette indication, les organisations syndicales ayant présenté des candidatures concurrentes ne peuvent bénéficier des dispositions du 1° de l'article 14 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

**III – Présentation des candidatures**

Les organisations syndicales font acte de candidature auprès du directeur ou du chef de service avant **le 18 décembre 2008 à 17 heures**. La déclaration de candidature est présentée par écrit par un représentant dûment mandaté de l'organisation syndicale et doit comporter le nom d'au moins un délégué de cette organisation syndicale, habilité à la représenter pendant la durée des opérations électorales. Cette déclaration doit être accompagnée d'une maquette de bulletin de vote (voir modèle annexe 2).

Les déclarations de candidature par voie postale doivent être adressées au directeur ou au chef de service par envoi recommandé avec accusé de réception et doivent parvenir avant la date mentionnée ci-dessus.

NB : Pour le CTPC d'administration centrale, les candidatures devront être déposées ou envoyées au service SG/DRH/CGRH1.

L'administration accuse immédiatement réception de la candidature sous forme d'un récépissé de dépôt. Ce récépissé de dépôt ne vaut pas reconnaissance de validité de la candidature.

**IV – Recevabilité des candidatures**

Il appartient à chaque directeur ou chef de service d'apprécier le caractère représentatif ou non de chacune des organisations syndicales candidates.

Il demande, le cas échéant, mais obligatoirement en préalable à un refus, à ces syndicats de produire toutes informations permettant d'établir leur caractère représentatif au vu des critères rappelés ci-dessus. La décision d'acceptation ou de refus doit être signifiée dans les délais les plus brefs après la remise des documents et en tout état de cause avant le 19 décembre 2008 à 17h .

A défaut de réponse motivée dans ce délai, les candidatures sont réputées acceptées.

Les candidatures déclarées recevables font l'objet d'une décision d'acceptation. C'est ainsi que chaque directeur ou chef de service rédigera un PV de constat de dépôt et recevabilité des candidatures (voir annexe I).

#### **IV – Règles de publicité concernant les organisations syndicales candidates**

La liste des organisations syndicales dont la candidature a été déclarée recevable est arrêtée par le directeur ou le chef de service (voir ci-dessus) et apposée aux emplacements réservés à l'affichage des documents administratifs quinze jours au moins avant la date fixée pour la consultation.

Elle est également affichée le jour du scrutin dans les locaux où se déroule la consultation.

### Matériel de vote

L'impression des bulletins de vote et enveloppes est confiée aux soins de la direction ou du service où se déroule la consultation.

Il convient de prévoir les quantités de matériel minimum spécifiées comme suit :

- bulletins de vote format 10,5 x 14,85 cm : 2,2 fois le nombre d'électeurs ;
- enveloppe de vote (bulle) de format 9 x 14 cm : 2,2 fois le nombre d'électeurs ;
- enveloppes de vote par correspondance (pour émargement), format 11,4 x 16,2 cm : 25 % du nombre d'électeurs ;
- enveloppe de vote par correspondance (pour l'envoi), format 16,2 x 22,8 cm : 25 % du nombre des électeurs.

NB : L'affranchissement de l'enveloppe n°3 est à la charge de l'administration.

Il appartient au directeur ou au chef de service d'assurer la diffusion du matériel de vote auprès du bureau ou sections de vote et des électeurs.

Le matériel de vote diffusé auprès de chaque électeur est le suivant:

- bulletin de vote de chaque organisation syndicale candidate ;
- enveloppe de vote n°1 ;
- enveloppes de vote par correspondance n°2 et n°3 le cas échéant ;
- notice explicative de vote
- profession(s) de foi à la demande des organisations syndicales candidates.

**Remarque importante** : Un grand nombre d'électeurs étant appelés à voter deux fois (pour le CTPS de leur service et pour le CTPC d'administration centrale), les bulletins de vote des organisations syndicales candidates pour le CTPC d'administration centrale et les enveloppes n°1 nécessaires correspondantes seront de couleur bleue, (le matériel nécessaire pour les autres CTP seront d'une couleur différente).

### Modalités de vote

Les opérations électorales se déroulent publiquement pendant les heures de service. Les horaires de vote sont fixés en concertation avec les organisations syndicales. Toutefois, une plage horaire minimum d'ouverture des bureaux de vote est obligatoirement prévue de **9 heures à 16 heures**.

Chaque direction ou service, après concertation avec les organisations syndicales, mettra en place l'organisation la plus adaptée, notamment par l'instauration le cas échéant de sections de vote dans les différentes implantations du service.

Il appartient aux directeurs d'élaborer et de diffuser auprès de tous les agents, une note d'information sur cette consultation du personnel (voir annexe 6), indiquant précisément les horaires retenus et tous les moyens mis en place pour faciliter le déroulement du scrutin.

#### **I – Vote direct**

Le vote a lieu au scrutin secret et sous enveloppe, celle-ci ne devant comporter aucune mention distinctive.

Le vote dans un bureau doit être organisé dans les conditions réglementaires suivantes :

- Les électeurs doivent utiliser exclusivement les bulletins établis par l'administration.
- Sous peine de nullité de leur vote, il est interdit aux électeurs :
  - de porter sur le bulletin le sigle d'une organisation syndicale non candidate ;
  - d'apposer sur le bulletin une mention ou un signe distinctif quelconque ;
  - d'utiliser un bulletin établi par eux.

Chaque électeur est appelé à désigner l'organisation syndicale par laquelle il entend être représenté auprès du comité technique paritaire.

Le bureau de vote recueille les suffrages après vérification de l'identité des votants. Les votants doivent émarger la liste électorale.

#### **II – Vote par correspondance**

Tout agent doit avoir la possibilité de voter par correspondance. C'est ainsi que, indépendamment des dispositions prévues par l'arrêté du 21 octobre 1996 modifié précité (voir fiche n°1), chaque agent qui le souhaite, peut s'adresser au responsable du bureau de vote de son service pour demander à voter par correspondance **avant le 23 janvier 2008**. Le matériel de vote nécessaire au(x) scrutin(s) lui sera alors envoyé.

Si toutefois un agent ne peut être présent le jour du scrutin et demande à voter par correspondance après la date du 23 janvier 2008, le responsable du bureau de vote pourra lui remettre le matériel nécessaire et l'inviter à faire parvenir directement son vote par la voie du courrier interne au service.

Les enveloppes expédiées aux frais de l'administration par les électeurs doivent parvenir au bureau de vote le jour du scrutin avant l'heure de sa clôture (voir fiche n° 3).

.../...

## **Fiche n° 7 (suite)**

Sont admis à voter par correspondance :

- les agents n'exerçant pas leurs fonctions au siège de la direction ou du service ;
- les agents en congé régulier, parental, de maladie, de paternité, de maternité, de présence parentale, en position d'absence régulièrement autorisée ou éloignés du service pour raisons professionnelles ;
- les agents empêchés de prendre part au vote direct par suite des nécessités de service, ou d'évènements familiaux graves ;
- Les agents qui en font expressément la demande (voir ci-dessus).

# Fiche n° 8

## Dépouillement du scrutin

### **I - Composition du bureau de vote**

La composition du bureau de vote est fixée par le directeur ou le chef de service.

Le bureau de vote est composé :

- d'un président qui est le directeur, le chef de service ou son représentant ;
- d'un secrétaire désigné par le directeur ou le chef de service;
- d'un délégué de chaque organisation syndicale candidate.

### **II - Les opérations de dépouillement**

**NB : Pour chaque CTP**, le 1<sup>er</sup> tour de scrutin ne peut être dépouillé qu'à la condition expresse que le nombre de votants soit **supérieur ou égal à 50 %** du nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale correspondante.

Le dépouillement du scrutin est effectué immédiatement après la clôture du vote. Toutefois, dans le cas où certaines sections de vote seraient très éloignées du site du bureau de vote, il peut être envisagé de procéder au dépouillement le lendemain du vote, après s'être assuré du rapatriement de tous les votes des différents sites et de leur mise en sécurité.

Le bureau de vote vérifie que le nombre des enveloppes contenant les bulletins de vote correspond bien au nombre de votants ayant émargé la liste électorale ou ayant voté par correspondance.

Les scrutateurs extraient les bulletins des enveloppes en s'assurant qu'il n'y a qu'un bulletin par enveloppe. Si plusieurs bulletins identiques sont insérés dans la même enveloppe, il n'est tenu compte que d'un seul.

Ne sont pas valables les suffrages exprimés dans les conditions ci-après :

- bulletins contenus dans une enveloppe portant des inscriptions ou signes susceptibles de leur ôter leur caractère anonyme ;
- bulletins non conformes au modèle type ;
- bulletins comportant l'indication du sigle de deux ou plusieurs organisations syndicales ;
- bulletins multiples (émanant de différentes organisations syndicales) ;
- bulletins déposés sans enveloppe.

Les bulletins non valables sont annexés au procès-verbal, modèle annexe 4, et pris en compte sous la rubrique « bulletins nuls ».

### **III – Dépouillement des votes du CTPC d'administration centrale**

Chacun des services concernés par le CTPC d'administration centrale et institués en bureaux de vote spéciaux pour ce scrutin devront faire parvenir le plus rapidement possible au bureau SG/DRH/CGRH1 (\*) le taux de participation constaté pour ce scrutin, afin que ce bureau puisse établir le taux de participation global au niveau du CTPC.

Si ce taux global de participation s'avère supérieur ou égal à 50% de l'ensemble des électeurs inscrits pour ce scrutin, le bureau CGRH1 donnera le « feu vert » à l'ensemble des services concernés pour procéder au dépouillement spécifique des votes exprimés pour le CTPC d'administration centrale.

A l'issue de ce dépouillement, chaque président de bureau de vote enverra un procès-verbal (voir annexe 3) au bureau précité, qui procédera alors au dépouillement final et à l'attribution des sièges à chaque organisation syndicale. Ce dépouillement final fera l'objet d'un procès-verbal, tel qu'indiqué annexe 4.

#### **IV - Publicité des résultats**

Les résultats de la consultation sont portés à la connaissance du personnel et affichés dans les locaux administratifs. Ils font apparaître :

- le nombre des électeurs inscrits ;
- le nombre des votants ;
- le nombre des bulletins blancs et nuls ;
- le nombre des suffrages valablement exprimés ;
- le quotient électoral ;
- le nombre de suffrages recueillis par chaque organisation syndicale.
- le nombre de sièges attribués à chaque organisation syndicale

**N.B. : Les suffrages valablement exprimés n'incluent pas les bulletins blancs.**

(\*) coordonnées du bureau SG/DRH/CGRH1:

mail : [Cgrh1.Cgrh.Drh.Sg@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Cgrh1.Cgrh.Drh.Sg@developpement-durable.gouv.fr) (balu CGRH1)

fax : 01 40 81 62 03

## Répartition des sièges

Indépendamment du CTPC de l'administration centrale, qui est constitué de 20 membres titulaires (10 membres de l'administration et 10 membres représentant le personnel), le nombre de sièges de représentants titulaires du personnel à pourvoir dans chaque CTP est rappelé en **annexe 5**.

Le calcul de la répartition des sièges de titulaires s'effectue suivant la règle de la représentation proportionnelle :

### - Etape 1 : calcul du quotient électoral

$$\text{Quotient électoral} = \frac{\text{Nombre de suffrages exprimés}}{\text{Nombre de sièges de titulaires à pourvoir}}$$

### - Etape 2 : répartition suivant le quotient électoral

Pour chaque organisation syndicale candidate :

$$\text{Nombre de sièges} = \frac{\text{Nombre de suffrages obtenus par l'organisation syndicale}}{\text{Quotient électoral}}$$

### - Etape 3 : (si nécessaire) répartition du(es) siège(s) restant(s) à la plus forte moyenne

Pour chaque organisation syndicale candidate :

$$\text{Moyenne} = \frac{\text{Nombre de suffrages obtenus par l'organisation syndicale}}{\text{Nombre de sièges déjà obtenus} + 1}$$

Le siège est attribué à la liste qui obtient la plus forte moyenne.

*Cette étape est reproduite autant de fois que nécessaire pour attribuer l'ensemble des sièges*

En cas d'égalité pour le dernier siège, attribution à l'organisation syndicale ayant le plus grand nombre de suffrages.

### - Etape 4 : répartition des sièges de suppléants

Le nombre de sièges de suppléants attribués à chaque organisation syndicale est égal au nombre de sièges de titulaires obtenus.

## Exemple de répartition des sièges

### *10 sièges de titulaires à pourvoir.*

- Nombre de votants : 250
- Suffrages exprimés : 240

Organisation A : 60 suffrages  
Organisation B : 150 suffrages  
Organisation C : 30 suffrages

- Quotient électoral = 24

2 sièges pour l'organisation A  
6 sièges pour l'organisation B  
1 siège pour l'organisation C

### *Il reste un siège à pourvoir.*

- Moyenne

Organisation A : 20 (60/(2+1))  
Organisation B : 21,42 (150/(6+1))  
Organisation C : 15 (30/(1+1))

### *Le dixième siège est attribué à l'organisation B*

- Sièges obtenus :

Organisation A : 2 sièges titulaires + 2 sièges suppléants  
Organisation B : 7 sièges titulaires + 7 sièges suppléants  
Organisation C : 1 siège titulaire + 1 siège suppléant

## **Mise en place du CTP**

### **I - Composition du CTP**

Elle concerne la parité syndicale et la parité administrative.

#### **a) Parité syndicale**

Les sièges de représentants du personnel sont répartis entre les organisations syndicales au sein de chaque comité technique paritaire, sur la base des résultats de la consultation, par arrêté ministériel ou par décision du directeur (article 11, alinéa 2, du décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié) et publié au bulletin officiel. Le nombre de représentants suppléants est égal à celui des représentants titulaires.

Le directeur ou le chef de service invitera, dans les meilleurs délais, les responsables des organisations syndicales bénéficiant de sièges à lui faire connaître dans un délai de quinze jours le nom des représentants titulaires et suppléants qu'ils désirent voir siéger au comité.

Cette désignation intervient parmi les fonctionnaires et agents non titulaires de la direction ou du service où s'est déroulée la consultation.

#### **b) Parité administrative**

Outre la désignation des représentants choisis par les organisations syndicales habilitées à siéger au CTP, le directeur ou le chef de service désignera également les représentants titulaires et suppléants de l'administration au sein du comité.

### **II - Mise en place du CTP**

La décision de composition du CTP prise par le directeur ou le chef de service devra être adressée au SG/DRH/RS (département des Relations Sociales) dans le délai d'un mois à compter de la publication de l'arrêté ministériel ou de la décision sus mentionnés de répartition des sièges de représentants du personnel entre les organisations syndicales au CTP. Il en sera de même pour chaque décision modificative de la composition du comité intervenant en cours de mandat.

Le comité technique paritaire ainsi constitué entrera en fonction pour une période de trois ans.

RECEPISSE DE DEPOT DE CANDIDATURE

CONSULTATION DU 29 JANVIER 2009

COMITE TECHNIQUE PARITAIRE (SPECIAL ou CENTRAL)  
DE

(Nom de la direction ou du service)

Je soussigné(e), (Nom, prénom, grade)

atteste le dépôt de candidature à l'élection au comité technique paritaire susvisé de l'organisation syndicale suivante :

.....

La présentation de cette organisation au scrutin considéré :

est acceptée eu égard à sa représentativité (article 9 *bis* de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires) ;

est soumise à l'appréciation préalable de sa représentativité par l'administration sous le contrôle du juge (2° du quatrième alinéa de l'article 14 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat).

Dans ce dernier cas :

**Je demande que cette organisation me communique au plus tard le ..... à heures.**

➤ le nombre de ses adhérents ;

➤ la part des cotisations dans ses ressources ;

➤ une présentation de son activité (appels à des mouvements revendicatifs, tracts distribués, organisation de manifestations, existence d'un organe de presse,...)

➤ le cas échéant, les éléments relatifs à l'expérience et l'ancienneté de ses dirigeants.

**Je ne demande pas que cette organisation me communique de dossier relatif à sa l'appréciation de sa représentativité ;**

Fait à

le,

Cachet et signature

**PROCES-VERBAL  
DE RECEVABILITE DES CANDIDATURES**

**CONSULTATION DU 29 JANVIER 2009**

**COMITE TECHNIQUE PARITAIRE DE**

**(Nom de la direction ou du service)**

Je soussigné(e), (Nom, prénom, grade) déclare recevables les candidatures suivantes, reçues avant le 18 décembre 2008 à 17 heures, pour la consultation des personnels du 29 janvier 2009, organisée en vue de déterminer la composition du comité technique paritaire.

**I - Candidature présentée par le syndicat ...**

**II - Candidature présentée par le syndicat ...**

**Fait à** \_\_\_\_\_ **, le**

Nom et signature du réceptionnaire des candidatures.

Noms et signatures des représentants des organisations syndicales

Modèle de bulletin de vote (dimension 10,5 x 14,85 cm)

CONSULTATION du 29 janvier 2008

COMITE TECHNIQUE PARITAIRE CENTRAL ou SPECIAL (\*)

DE

(nom de la direction ou du service)

Syndicat

CONSULTATION du 29 janvier 2008

COMITE TECHNIQUE PARITAIRE CENTRAL ou SPECIAL (\*)

DE

(nom de la direction ou du service)

Syndicat

CONSULTATION du 29 janvier 2008

COMITE TECHNIQUE PARITAIRE CENTRAL ou SPECIAL (\*)

DE

(nom de la direction ou du service)

Syndicat

CONSULTATION du 29 janvier 2008

COMITE TECHNIQUE PARITAIRE CENTRAL ou SPECIAL (\*)

DE

(nom de la direction ou du service)

Syndicat

**PROCES VERBAL DES  
OPERATIONS DE DEPOUILLEMENT DES VOTES  
CTPC d'administration centrale**

Bureau de vote spécial  
de  
(direction ou service)

**I - Composition du bureau de vote chargé du dépouillement et de la proclamation des résultats**

- Représentants de l'administration :

MM (qualité)

- Représentants des organisations syndicales candidates

MM (qualité)

**II - Dépouillement**

Commencé à .....

Terminé à .....

Nombre d'électeurs inscrits .....

Nombre d'électeurs ayant voté : - directement .....

- par correspondance .....

Nombre d'enveloppes par correspondance non valables : ..... (préciser le motif)

Nombre de bulletins blancs .....

Nombre de bulletins nuls .....

Nombre de suffrages valablement exprimés .....

Nombre de sièges de représentants titulaires du personnel au CTP.....

Quotient électoral .....

### **III - Nombre de voix obtenu par chaque organisation syndicale**

Organisation A .....

Organisation B .....

Organisation C .....

### **V - Observations (s'il y a lieu)**

Fait en 2 exemplaires à ....., le.....

Noms et signatures des membres du bureau de vote

Représentants de l'administration :

Représentants des listes en présence :

**PROCES VERBAL DES  
OPERATIONS DE DEPOUILLEMENT DES VOTES**

**Comité Technique Paritaire Central ou Spécial  
de**

(direction ou service)

**I - Composition du bureau de vote chargé du dépouillement et de la proclamation des résultats**

- Représentants de l'administration :

MM (qualité)

- Représentants des organisations syndicales candidates

MM (qualité)

## **II - Dépouillement**

Commencé à .....

Terminé à .....

Nombre d'électeurs inscrits .....

Nombre d'électeurs ayant voté : - directement .....

- par correspondance .....

Nombre d'enveloppes par correspondance non valables : ..... (préciser le motif)

Nombre de bulletins blancs .....

Nombre de bulletins nuls .....

Nombre de suffrages valablement exprimés .....

Nombre de sièges de représentants titulaires du personnel au CTP.....

Quotient électoral .....

## **III - Nombre de voix obtenu par chaque organisation syndicale**

Organisation A .....

Organisation B .....

Organisation C .....

## **IV - Attribution des sièges de représentants titulaires à chaque organisation syndicale :**

La répartition des sièges en nombres entiers par division du nombre de voix obtenu par chaque organisation par le quotient électoral et l'application de la règle de la plus forte moyenne conduisent à attribuer :

..... siège(s) à l'organisation .....

..... siège(s) à l'organisation .....

..... siège(s) à l'organisation .....

**V - Observations** (s'il y a lieu)

Fait en 2 exemplaires à ....., le.....

Noms et signatures des membres du bureau de vote

Représentants de l'administration :

Représentants des listes en présence :

## Nombre de sièges de représentants du personnel titulaires

| <b>Services</b>                                                                                                                                                  | <b>nombre de sièges</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| Conseil général de l'environnement et du développement durable                                                                                                   | 10                      |
| Secrétariat général                                                                                                                                              | 10                      |
| Commissariat général au développement durable                                                                                                                    | 10                      |
| Direction générale énergie et climat                                                                                                                             | 10                      |
| Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer                                                                                              | 10                      |
| Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature                                                                                                 | 10                      |
| Direction générale de la prévention des risques                                                                                                                  | 10                      |
| Délégation à la sécurité et à la circulation routières                                                                                                           | 10                      |
| Mission interministérielle pour le logement social                                                                                                               | 4                       |
| Directions régionales de l'environnement Alsace, Auvergne, Basse-Normandie, Franche-Comté, Guadeloupe, Guyane, Limousin, Martinique, Poitou-Charentes et Réunion | 3                       |
| Directions régionales de l'environnement Aquitaine, Bourgogne, Ile-de-France et Languedoc-Roussillon                                                             | 4                       |
| Directions régionales de l'environnement Bretagne, Centre et Lorraine                                                                                            | 5                       |
| Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres                                                                                                      | 3                       |
| Office national de la chasse et de la faune sauvage                                                                                                              | 9                       |
| Office national de l'eau et des milieux aquatiques                                                                                                               | 6                       |
| EPA « Parcs nationaux de France »                                                                                                                                | 3                       |
| Parcs nationaux                                                                                                                                                  | 4                       |

## ANNEXE - 6

### NOTE D'INFORMATION AUX ELECTEURS

#### **Consultation du personnel afin de déterminer la composition du comité technique paritaire spécial ou central**

*le 29 janvier 2009*

Vous êtes appelé(e) à élire les organisations syndicales qui seront représentées au comité technique paritaire (spécial ou central) de votre direction.

Le comité technique paritaire est compétent pour se prononcer notamment sur toutes les questions ou projets de texte relatifs :

- aux problèmes généraux d'organisation et aux conditions générales de fonctionnement du service,
- aux programmes de modernisation des méthodes et techniques de travail et à leur incidence sur la situation du personnel.

#### **2 cas peuvent se présenter**

##### **1) Vous êtes inscrit(e) sur les listes électorales de votre service.**

Vous trouverez ci-joint les bulletins de vote des organisations syndicales candidates ainsi que leurs professions de foi.

**Vous pourrez voter dès ..... et jusqu'à ..... (le bureau de vote reste ouvert entre 12 et 14H00) au bureau de vote indiqué ci-dessous :**

**Salle (indiquer le n°)**

Modalités de vote :

*Sous peine de nullité de vote, il est interdit d'apposer sur son bulletin une mention ou un quelconque signe distinctif (nom d'une OS ajouté ou souligné, croix, etc.)*

***Nota : Le vote s'opère pour une organisation syndicale ;  
Celle-ci désignera ensuite son (ses) représentant(s) devant siéger au CTP selon le  
nombre de sièges obtenu à l'issue de cette consultation***

## **Vous pouvez demander à voter par correspondance si :**

-Vous êtes en congé régulier, de maladie, de maternité, éloigné(e) du service pour des raisons professionnelles ou vous ne pouvez être présent le jour du vote pour toute autre raison. Les demandes de vote par correspondance doivent parvenir à votre chef de personnel au plus tard le 23 janvier 2009.

-Vous êtes empêché(e) de prendre part au vote direct par suite des nécessités de service ou d'évènements familiaux graves. La date indiquée ci-dessus ne vous est pas, dans ce cas, opposable.

Vous pouvez donc, dans ces deux cas, et sur simple demande, voter par correspondance.

Le matériel de vote par correspondance vous sera alors remis par l'administration et vous devrez vous conformer aux indications précisées ci-dessous.

## **2) Vous êtes admis à voter par correspondance :**

### Modalités de vote :

*Le vote a lieu au scrutin secret et sous enveloppes.*

*Les électeurs doivent obligatoirement utiliser les bulletins de vote et les enveloppes joints au présent envoi.*

*Sous peine de nullité de vote, il est interdit d'apposer sur son bulletin une mention ou un quelconque signe distinctif (nom d'une OS ajouté ou souligné, croix, etc.)*

***Le vote s'opère pour une organisation syndicale ;  
Celle-ci désignera ensuite son (ses) représentant(s) devant siéger au CTP selon le  
nombre de sièges obtenu à l'issue de cette consultation***

*Les électeurs expriment leur vote de la façon suivante :*

*1/ Insérer le bulletin dans l'enveloppe « bulle »*

*2/ Placer cette enveloppe dans la petite enveloppe blanche (d'émargement), la cacheter et indiquer les nom, pré noms, grade et affectation aux endroits indiqués sans oublier de signer*

*3/ Placer cette enveloppe dans la grande enveloppe blanche à l'adresse du bureau de vote.*

*4/ Adresser cette grande enveloppe (adresse indiquée, ne pas affranchir) de façon à ce qu'elle soit **parvenue***

***avant le 29 janvier 2009 à                    h dernier délai***

### **Conseil aux électeurs :**

**VOTEZ DES MAINTENANT**, pour tenir compte des délais d'acheminement postaux

## **Liste des destinataires**

Madame la déléguée interministérielle au développement durable

Madame la déléguée à la sécurité et à la circulation routières

Monsieur le vice-président du conseil général de l'environnement et du développement durable

Monsieur le secrétaire général, haut fonctionnaire défense et sécurité

Monsieur le directeur général des infrastructures, des transports et de la mer

Monsieur le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature

Monsieur le directeur général de l'énergie et du climat

Monsieur le directeur général de la prévention des risques

Madame la chef de la mission interministérielle d'inspection du logement social

Monsieur l'inspecteur général des affaires maritimes

Mesdames et Messieurs les chefs des services suivants :

- Bureau Enquêtes Accidents/Mer
- Bureau d'Enquêtes sur les Accidents de Transport Terrestre
- Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la Sécurité de l'Aviation civile
- Délégation à l'Action Foncière et Immobilière (DAFI)
- Institut de Formation de l'Environnement (IFORE)
- Service d'Etudes sur les Transports, les Routes et leurs Aménagements (SETRA)
- Centre d'Etudes des Tunnels (CETU)
- Centre National des Ponts de Secours (CNPS)
- Service Technique des Remontées Mécaniques et des Transports Guidés (STRMTG)
- Secrétariat Général au Tunnel sous la Manche
- Armement des Phares et Balises (APB)
- Centre d'Etudes Techniques Maritimes et Fluviales (CETMEF)
- Centre d'Etudes sur les Réseaux, le Transport, l'Urbanisme et la construction (CERTU)
- Centre d'Evaluation, de Documentation et d'Innovation Pédagogiques (CEDIP)
- Service Technique de l'Energie Electrique et des Grands Barrages (STEEGB)
- Service Central d'Hydrométéorologie et d'Appui à la Prévention des Inondations (SHAPI)

Mesdames les directrices régionales de l'environnement et Messieurs les directeurs régionaux de l'environnement des régions Alsace, Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Centre, Franche-Comté, Guadeloupe, Guyane, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Martinique, Poitou-Charente et Réunion.

Messieurs les directeurs des établissements publics ci-après :

- Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres
- Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage
- Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
- Parcs Nationaux de France
- Parcs Nationaux suivants : Port Cros, Vanoise, Pyrénées, Cévennes, Ecrins, Mercantour, Guadeloupe, Guyane, et Réunion